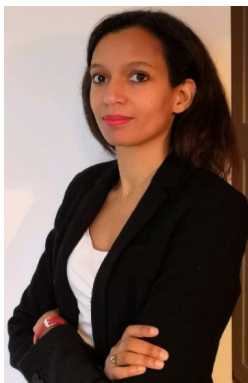




## "Les collectivités et les opérateurs de data centers doivent trouver un langage commun" (France Datacenter)

Avec le déploiement de la 5G, l'implantation de data centers s'accélère en France. Pour favoriser leur acceptabilité et réduire leur empreinte environnementale, l'association France Datacenter, qui représente la filière, a mis en place un groupe de travail sur la récupération de la chaleur fatale qui a rendu ses conclusions le 4 mai 2021. Dans un entretien accordé à AEF info, sa déléguée générale, Géraldine Camara, détaille ses recommandations et appelle les collectivités et les opérateurs à "trouver un langage commun".



Géraldine Camara est déléguée générale de France Datacenter Droits réservés - DR

### **AEF info : Combien y a-t-il de data centers en France ?**

**Géraldine Camara :** Nous avons identifié 271 data centers début 2021, qu'il s'agisse de data centers privés, commerciaux, détenus par des entreprises françaises ou des collectivités. Certains sont très grands, d'autres de la taille d'un placard. Il faut noter que la filière des data centers est jeune, puisqu'elle remonte à une quinzaine d'années, mais qu'elle enregistre une très forte progression, avec une croissance annuelle à deux chiffres de la puissance installée. Notre association, France Datacenter, a été créée en 2008 mais ne s'est réellement structurée qu'en 2016, en se dotant d'une gouvernance.

### **AEF info : La plupart des data centers sont implantés en Île-de-France...**

**Géraldine Camara :** La région abrite en effet les trois quarts de la surface et de la puissance installée nationale des data centers. Soit environ 150 MW. Mais nous avons des adhérents à Lille, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse. Et la France n'est qu'en cinquième position en Europe, derrière le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Irlande. Nous rattrapons depuis quelques années le retard que nous avons enregistré.

**AEF info :** Le data center prévu à La Courneuve ([lire sur AEF info](#)) sera le plus puissant ?

**Géraldine Camara :** Il doit s'étendre sur 40 000 mètres carrés, pour une puissance installée de 130 MW. L'opérateur a d'ailleurs mis en place une maison du chantier sur le site afin d'informer les riverains et d'ouvrir un dialogue.

**AEF info :** La récupération de chaleur fatale progresse-t-elle ?

**Géraldine Camara :** On a mis en place un groupe de travail en juillet dernier, suite à l'intérêt porté à cette question au niveau national. La récupération de chaleur fatale est en effet recommandée par le Conseil national du numérique dans son rapport de juillet 2020 ([lire sur AEF info](#)). Elle fait aussi l'objet d'une proposition de la convention citoyenne pour le climat [non retenue dans le projet de loi climat et résilience] ([lire sur AEF info](#)), et est inscrite dans la feuille de route gouvernementale sur le numérique et l'environnement ([lire sur AEF info](#)). Avec ce groupe de travail, dont les travaux ont débuté en octobre 2020, nous avons voulu accélérer le partage de connaissances en réunissant les exploitants, bureaux d'études, équipementiers et experts. Ils ont évalué le potentiel total de chaleur à récupérer à 12,8 GWh, ce qui représente une douche chaude par jour, pendant un an, pour 14 millions de Français. Ce potentiel correspond à la chaleur émise par l'ensemble de l'équipement et pas seulement les serveurs.

**AEF info :** Quelle proportion est-elle aujourd'hui valorisée ?

**Géraldine Camara :** Cette chaleur est encore assez peu valorisée mais une dizaine de projets existent en France. Par exemple, un data center chauffe le centre aquatique du Val d'Europe et une pépinière d'entreprises [à Bailly-Romainvilliers en Seine-et-Marne]. La ville de Paris aussi, à travers son projet Chapelle international [recyclage d'une friche ferroviaire dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement], prévoit un projet de récupération de chaleur fatale à l'occasion de l'aménagement du quartier. À Bordeaux, 350 radiateurs numériques très performants, alimentés par des serveurs informatiques, ont été installés dans des logements sociaux. Ce qui permet à la fois de réduire leur consommation énergétique et leur bilan carbone. Tous ces projets facilitent l'acceptation de data centers en milieu urbain, alors que la croissance des usages est exponentielle, notamment en lien avec la crise sanitaire.

**AEF info :** Ce groupe de travail a rendu ses conclusions le 4 mai. Quelles sont-elles ?

**Géraldine Camara :** Il faut tout d'abord privilégier la proximité géographique entre la production de chaleur et son utilisation dans les logements, les piscines ou les entrepôts. Ce qui implique d'anticiper l'intégration urbanistique du data center dans son environnement pour une récupération optimisée de chaleur fatale. C'est beaucoup plus difficile de la récupérer sur des équipements existants. Sur le plan technique, il est aussi plus facile de cibler les data centers qui n'utilisent pas de refroidissement par l'air ambiant. Nous recommandons

par ailleurs aux collectivités de manifester leur besoin de chaleur fatale auprès des opérateurs le plus tôt possible.

**AEF info : Ces projets bénéficient-ils de financements publics ?**

**Géraldine Camara :** Nous attendons une réglementation plus incitative qui prévoirait des aides spéciales pour les projets de récupération de chaleur fatale. C'est un appel du pied à l'Ademe, qui n'a pour l'instant aucun financement spécifique. Le groupe de travail a aussi souligné la nécessité d'identifier les bons interlocuteurs. De nombreux opérateurs s'avèrent intéressés par le lancement d'un projet mais ne savent pas à qui s'adresser. Enfin, il devient nécessaire de cartographier les implantations au niveau territorial afin d'anticiper au mieux l'intégration de cette récupération dès la conception du projet.

**AEF info : Des travaux sur la planification territoriale ont-ils été lancés ?**

**Géraldine Camara :** Nous entamons seulement nos échanges avec l'Ademe et l'association Amorce sur ce sujet. Les opérateurs commencent aussi à travailler avec les collectivités au sein desquelles ils sont implantés mais le dialogue n'est pas toujours évident. C'est d'ailleurs l'une des conclusions du débat que nous avons organisé avec les institutions le 4 mai, lors des conclusions du groupe de travail. Les collectivités et les opérateurs doivent trouver un langage commun.

**AEF info : Plus globalement, quelles actions sont mises en place pour réduire l'empreinte environnementale des data centers ?**

**Géraldine Camara :** Nous travaillons avec le ministère de la Transition écologique dans le cadre de l'écoconditionnalité pour qualifier les situations dans lesquelles il est possible ou non de récupérer de la chaleur fatale. Dans chaque cas, il faudra de toute façon étudier le ratio coût avantages des projets. Du côté des énergies renouvelables, la production locale reste encore peu répandue. Dans le plan Ambition 2025, que nous avons adopté l'an dernier, nous avons quatre axes de développement, dont la protection de l'environnement, à travers les projets de récupération de chaleur fatale, de production d'ENR et d'économie circulaire. Et dans les prochaines semaines, nous publierons un livret sur les bonnes pratiques environnementales.

**AEF info : Quels sont les autres axes de développement ?**

**Géraldine Camara :** Nous visons aussi à accélérer la formation aux métiers des data centers, à assurer la résilience des infrastructures en renforçant la cybersécurité et la sécurité incendie, et à développer l'attractivité de la filière en France notamment avec le déploiement de la 5G et des data centers de proximité.